

L'économie de Wallis-et-Futuna en 2017

À la recherche de leviers de croissance

L'année 2017 s'inscrit dans la continuité de l'année 2016. La consommation des ménages reste stable, la baisse du prix de l'électricité ainsi que la mesure « bas salaires » mise en application au deuxième semestre 2016 contribuent au maintien de l'activité commerciale. Fait marquant de l'exercice, l'investissement des entreprises progresse, les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires s'établissent à des niveaux non atteints depuis les Mini-Jeux du Pacifique en 2013.

La plupart des secteurs dont l'activité est en stagnation depuis plusieurs années sont en attente de nouveaux leviers de croissance que pourraient leur apporter le désenclavement numérique et l'ouverture vers l'extérieur. La réflexion participative dans le cadre des Assises de l'Outre-mer devrait contribuer à identifier de nouvelles opportunités économiques.

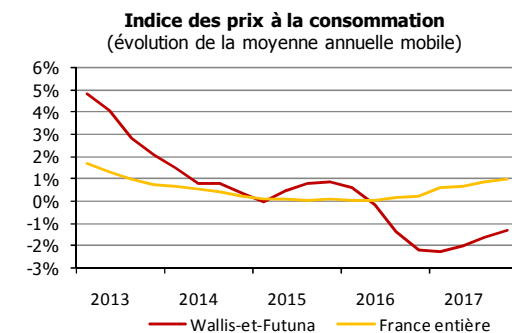
Les indicateurs de financement de l'économie montrent une poursuite des tendances préalablement observées. Les ménages recourent de plus en plus aux crédits à la consommation, tandis que les entreprises continuent d'investir sur fonds propres.

MAINTIEN DE LA CONSOMMATION, PROGRÈS DE L'INVESTISSEMENT

Baisse des prix en lien avec le coût de l'énergie

L'indice des prix à la consommation (IPC) annuel moyen est à nouveau en baisse (-1,2 %) en 2017. Il s'établissait à -2,2 % en 2016.

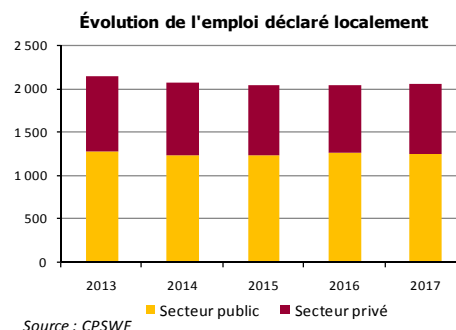
Ce nouveau recul est lié à la chute des prix de l'énergie. Ces derniers sont en repli de 21,9 % par rapport à 2016 résultat de l'alignement progressif des tarifs de l'électricité à Wallis-et-Futuna sur ceux de la Métropole, en application de l'arrêté de juin 2016 (loi sur la transition énergétique de 2015). Les autres postes composant l'indice sont en effet relativement stables où en croissance. Les prix des services augmentent de 0,4 % tandis que ceux de l'alimentation et des produits manufacturés croissent de 3,8 % et 2,4 % respectivement.



L'emploi demeure stable à fin juin 2017

Au 30 juin 2017, 2 065 salariés sont déclarés à la Caisse des prestations sociales de Wallis-et-Futuna (CPSWF), soit 6 salariés de plus qu'au 30 juin 2016. L'emploi dans le secteur privé progresse de 3,7 % en rythme annuel et comptabilise 813 salariés au 30 juin 2017. Le secteur des services est en effet en croissance de 15,6 % et représente désormais plus de 48 % du secteur privé.

Malgré un léger recul, le secteur public reste prépondérant, il représente 60,6 % de l'emploi total au 30 juin 2017 (contre 61,9 % l'année précédente) soit 1 252 salariés.



Regain des importations

Les importations bondissent de 14,8 % par rapport à 2016, passant de 5,3 milliards de F CFP en 2016 à 6,1 milliards en 2017 (plus fort total depuis l'année précédant la tenue des Mini-Jeux du Pacifique de 2013 à Wallis). Néanmoins, plusieurs éléments sont à prendre en compte. Tout d'abord, il convient de rappeler l'absence d'approvisionnement du Territoire en décembre 2016 ainsi que l'importation en octobre 2017 de matériel en lien avec le câble numérique.

Ainsi, en neutralisant ces impacts¹, les importations augmentent de 6,3 %. Principal poste d'importation (plus d'un quart des importations totales), les produits des industries alimentaires progressent de 4,7 %. Les importations des biens de consommation (16 % des importations totales) accusent en revanche un repli (-3 %). Viennent ensuite les importations de biens d'équipements et de biens intermédiaires, ces deux postes qui représentent tous deux 15 % des importations sont bien orientés, +10,9 % et +26 % respectivement. Les importations en valeur de produits énergétiques connaissent un regain (+2,9 %) par rapport à 2016, elles représentent 14 % des importations du Territoire. Ces importations sont néanmoins en baisse en termes de volume (-2,6 %) traduisant le renchérissement des prix des énergies fossiles. Enfin, les importations des produits de l'industrie de l'automobile se replient de 5 % tandis que celles produits agricoles progressent de 21,6 %.

Les recettes douanières croissent de 3,8 % en 2017 passant de 1,8 milliard de F CFP à 1,9 milliard de F CFP. La hausse des droits de douane ainsi que la hausse des taxes intérieures, sur le tabac principalement (+12,1 %), expliquent cette nouvelle augmentation. Pour rappel, les recettes douanières avaient augmenté de 3,9 % en 2016.

Soutenue par l'activité de crédit, la consommation des ménages se maintient

Les importations de biens de consommation sont en recul de 3 % par rapport à 2016. Cette baisse est imputable au repli des importations d'équipements du foyer (-15,9 %). Les importations de biens d'habillement et des produits pharmaceutiques sont stables (+0,9 % et 0 % respectivement). Ces trois postes de produits représentent plus de 95 % des biens de consommation.

Les immatriculations de véhicules neufs de tourisme régressent de 3,2 %, passant de 93 véhicules en 2016 à 90 en 2017.

L'encours des crédits à la consommation croît de 10,2 % sur un an, pour s'établir à 1,5 milliard de F CFP.

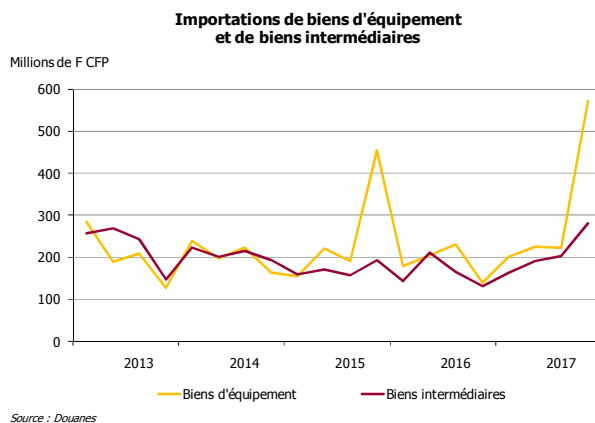
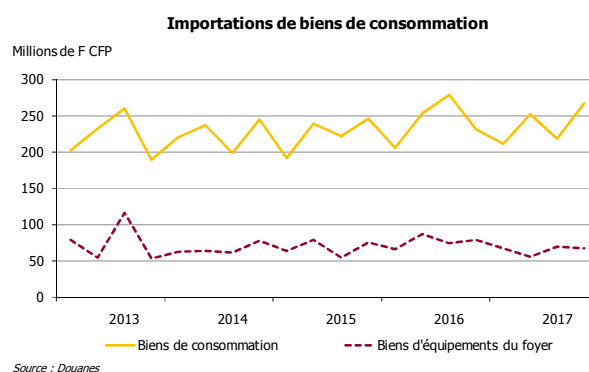
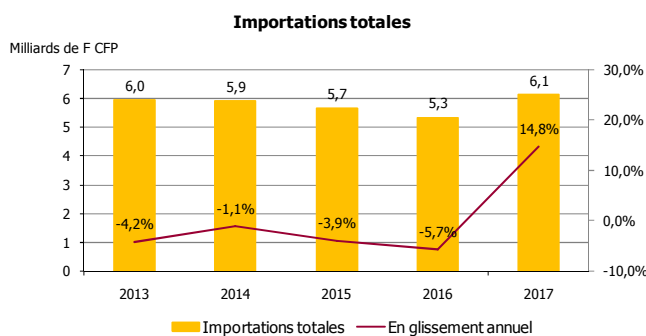
Nouvelle croissance de l'investissement des entreprises

En considérant l'impact des événements exceptionnels, les importations de biens d'équipement et intermédiaires progressent respectivement de 10,9 %, et de 26 %.

Hors impact, ces deux postes progressent plus fortement. Ainsi, les importations de bien intermédiaires croissent de 28,4 % tandis que les importations de biens d'équipement augmentent de 61,9 % sous l'effet de l'importation de matériels en lien avec le projet de câble haut débit en octobre 2017.

L'encours des crédits d'exploitation et d'investissement décroît de 7,0 %, passant de 689 millions de F CFP en 2016 à 641 millions de F CFP à fin 2017.

L'acquisition de véhicules utilitaires neufs est en repli : on dénombre 97 immatriculations en 2017, contre 104 en 2016.

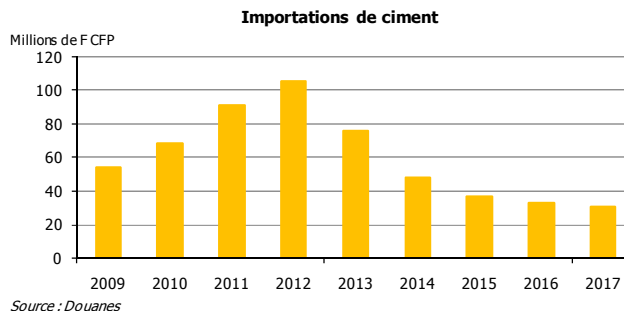


¹ Sauf indication contraire "hors intégration des impacts", les mois de décembre 2016 et 2017 ainsi que l'importation de matériel pour le câble ont été retirés pour une analyse plus précise et ainsi neutraliser l'impact du non approvisionnement du Territoire en décembre 2016.

LES SECTEURS ÉCONOMIQUES DANS L'ATTENTE D'UN NOUVEL ÉLAN

Un secteur du BTP contrasté

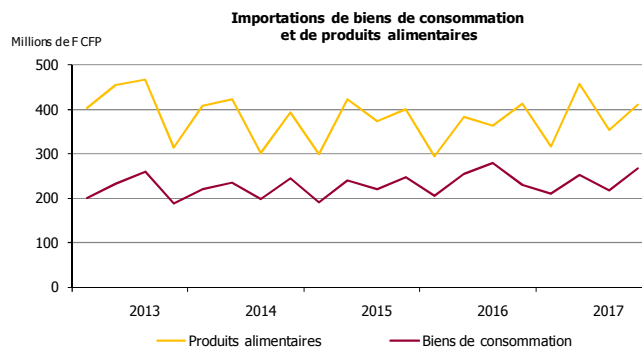
L'année 2017 est une année transitoire pour le secteur du BTP. En effet, si ce secteur a été très dynamique entre 2010 et 2013 grâce à de nombreux projets (construction du port de Mata'Ututu, infrastructures sportives en vue des Mini-Jeux, reconstruction liée aux dégâts engendrés par les cyclones *Tomas* et *Evan*), il souffrait depuis d'une faible commande publique et privée. Malgré la nouvelle baisse des importations de ciment (30 millions de F CFP en 2017 contre 33 en 2016), des éléments montrent l'amorce d'une reprise dans le domaine des travaux publics. La commande publique est ainsi en augmentation en 2017 et le sera à nouveau en 2018. La construction du quai de Leava à Futuna (pour une valeur de 1,5 milliard de F CFP) devrait ainsi relancer l'économie de ce secteur au deuxième semestre. Le secteur du BTP emploie 60 salariés au 30 juin 2017 contre 55 à la même date en 2016. Pour rappel, le secteur employait 104 salariés en 2012 et 134 en 2013.



Source : Douanes

Stabilisation du secteur du commerce

Le secteur du commerce conserve une place prépondérante dans l'activité économique du Territoire. Principal poste des importations avec plus d'un quart des importations totales, les produits des industries agricoles et alimentaires progressent de 4,7 %, les produits agricoles, sylvicoles et piscicoles croissent également (+21,6 %) tandis que les importations des biens de consommation sont en repli par rapport à 2016 (-3 %), mais restent à un niveau élevé (16 % des importations totales).



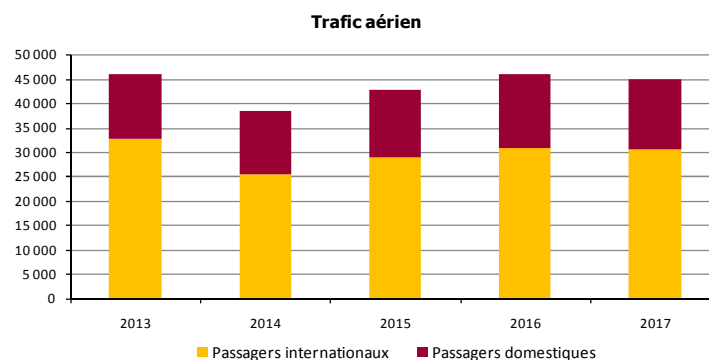
Source : Douanes

L'emploi dans le secteur du commerce baisse de 11,3 % entre les mois de juin 2016 et 2017, cette évolution résulte d'une modification de la nomenclature à la CPS, qui a bénéficié au secteur des (+24,8 %). Il conviendra de noter que la fermeture d'une grande enseigne de supermarché à Wallis a été compensée par l'ouverture de plusieurs petits commerces en 2017.

Peu d'évolution de la fréquentation du Territoire

L'année 2017 s'inscrit dans la continuité en termes de fréquentation touristique. Comme l'année précédente, on dénombre près de 45 000 passagers cumulés sur les vols internationaux et domestiques. Pour rappel, 2016 constitue l'année record de fréquentation (avec près de 46 000 passagers), en raison d'évènements exceptionnels tels que la célébration des 175 ans du martyr de Saint Pierre Chanel à Futuna.

Le trafic international représente plus des deux tiers des 45 000 passagers.

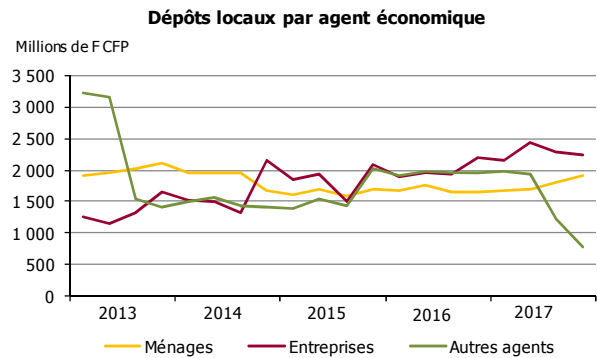


Source : Aviation civile

FORTE HAUSSE DES CRÉDITS EN LIEN AVEC LE CÂBLE HAUT DÉBIT

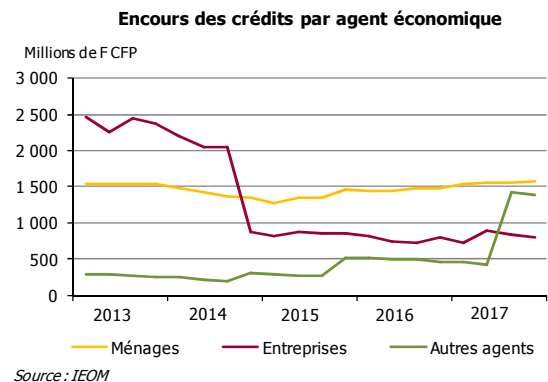
Baisse des actifs financiers

Le total des actifs financiers détenus par les agents économiques s'élève à 6,6 milliards de F CFP, contre 7,4 milliards l'année précédente, soit une baisse de 10,9 % sur un an. La hausse des placements hors zone d'émission (+4,3 %) ne compense pas la baisse des dépôts locaux (-15,0 %), ces derniers composant 75 % du total des dépôts. Les dépôts des autres agents chutent de 54,1 % en rythme annuel tandis que les dépôts des entreprises progressent de 2,1 %. Les actifs des ménages sont également en augmentation (+10,7 %), portée par une hausse combinée des dépôts à vue (+20,1 %) et de l'épargne à long terme (+4,6 %), ils représentent désormais plus de la moitié des actifs.



Nouvelle hausse des crédits à la consommation

L'encours sain des crédits accordés par l'ensemble des établissements bancaires atteint 3,8 milliards de F CFP en 2017, contre 2,7 milliards de F CFP en 2016. Cette hausse est principalement le résultat du financement de l'installation du câble haut débit. L'encours des autres agents augmente ainsi de 202,3 % pour s'établir à 1,4 milliard de F CFP. Par ailleurs, l'encours de crédit des ménages est lui aussi en croissance (+6,1 %, soit 1,6 milliard de F CFP), soutenu par les crédits à la consommation (+10,2 %), qui composent plus de 90 % de l'encours. À l'inverse, les crédits à l'habitat continuent de se résorber (-33,2 %). Enfin, l'encours de crédits des entreprises se stabilise (-0,3 % en 2017), il s'élève désormais à 804 millions de F CFP.



Une sinistralité contenue

L'encours global des créances douteuses brutes décroît, s'élevant à 126 millions de F CFP en 2017 contre 149 millions de F CFP en 2016 (-15,2 %). Le taux de créances douteuses continue ainsi de s'améliorer (-1,9 point, pour s'établir à 3,2 %).

Au 31 décembre 2017, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est une nouvelle fois en repli. On recense 216 personnes en interdiction bancaire en 2017 contre 254 fin 2016. En revanche, le nombre de personnes morales en situation d'interdiction bancaire se dégrade légèrement (passant de 13 à 16 entités) et les incidents de paiement par chèque sont en augmentation (+8,9 %).

PERSPECTIVES

L'année 2017 se caractérise par la continuité des tendances préalablement observées. Si la bonne orientation de la consommation ainsi que la reprise de l'investissement des entreprises se confirment, les problématiques de diversification économique et de dépendance à la commande publique demeurent.

Dans ce cadre, les Assises de l'Outre-mer ont permis de faire émerger des projets permettant d'améliorer l'attractivité du Territoire tout en préservant l'environnement et en essayant de répondre aux aspirations de la jeunesse.

L'année 2018 devra être celle des premières réalisations en cohérence avec la stratégie de développement. Après le désenclavement numérique du territoire, les initiatives favorisant la création et le développement des TPE devront permettre de créer de nouvelles opportunités économiques et de soutenir l'emploi encore trop dépendant de la sphère publique.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : S. ATTALI

Éditeur et imprimeur : Agence IEOM de Wallis-et-Futuna

Achévé d'imprimer : avril 2018 – Dépôt légal : avril 2018 – ISSN 1968-6277